

L'ÉQUATEUR, UN PAYS GANGRÉNÉ PAR LA VIOLENCE ET LE NARCOTRAFFIC

BLANCHE ARMINJON
23 OCTOBRE 2024



Crédit photo : TFI INFO

DEFINSEEC.COM

DEFINSEEC@GMAIL.COM

07 83 51 70 94

L'ÉQUATEUR, UN PAYS GANGRÉNÉ PAR LA VIOLENCE ET LE NARCOTRAFFIC

INTRODUCTION

Situé au nord-ouest de l'Amérique du Sud, l'Équateur partage ses frontières avec la Colombie au nord-est, le Pérou à l'est et au sud. Il est également bordé à l'ouest par l'océan Pacifique. Avec une superficie de plus de 280 000 km², il est l'un des plus petits pays d'Amérique latine. Mais il abrite près de 18 millions d'habitants, avec un ratio de 70 habitants/km², le plus élevé d'Amérique du sud. Les principales villes du pays sont Quito, la capitale, comptant 1,3 million d'habitants, et Guayaquil, la plus grande ville de 1,5 million d'habitants.



Le pays est souvent divisé en quatre grandes régions géographiques. La Costa, qui longe la cordillère des Andes et s'étend le long du Pacifique, couvre 70 000 km² et accueille 30 % de la population. La Sierra, ou région andine, est la zone montagneuse où vit environ 60 % de la population. L'Amazonie, qui occupe plus de la moitié du territoire équatorien, abrite moins de 10 % des habitants du pays. Enfin, l'Équateur comprend l'archipel des îles Galápagos, situé à 965 km à l'ouest, dans l'océan Pacifique. Cet archipel compte six îles principales et une douzaine de plus petites îles. Administrativement, l'Équateur est divisé en 24 provinces, elles-mêmes divisées en cantons et communes.



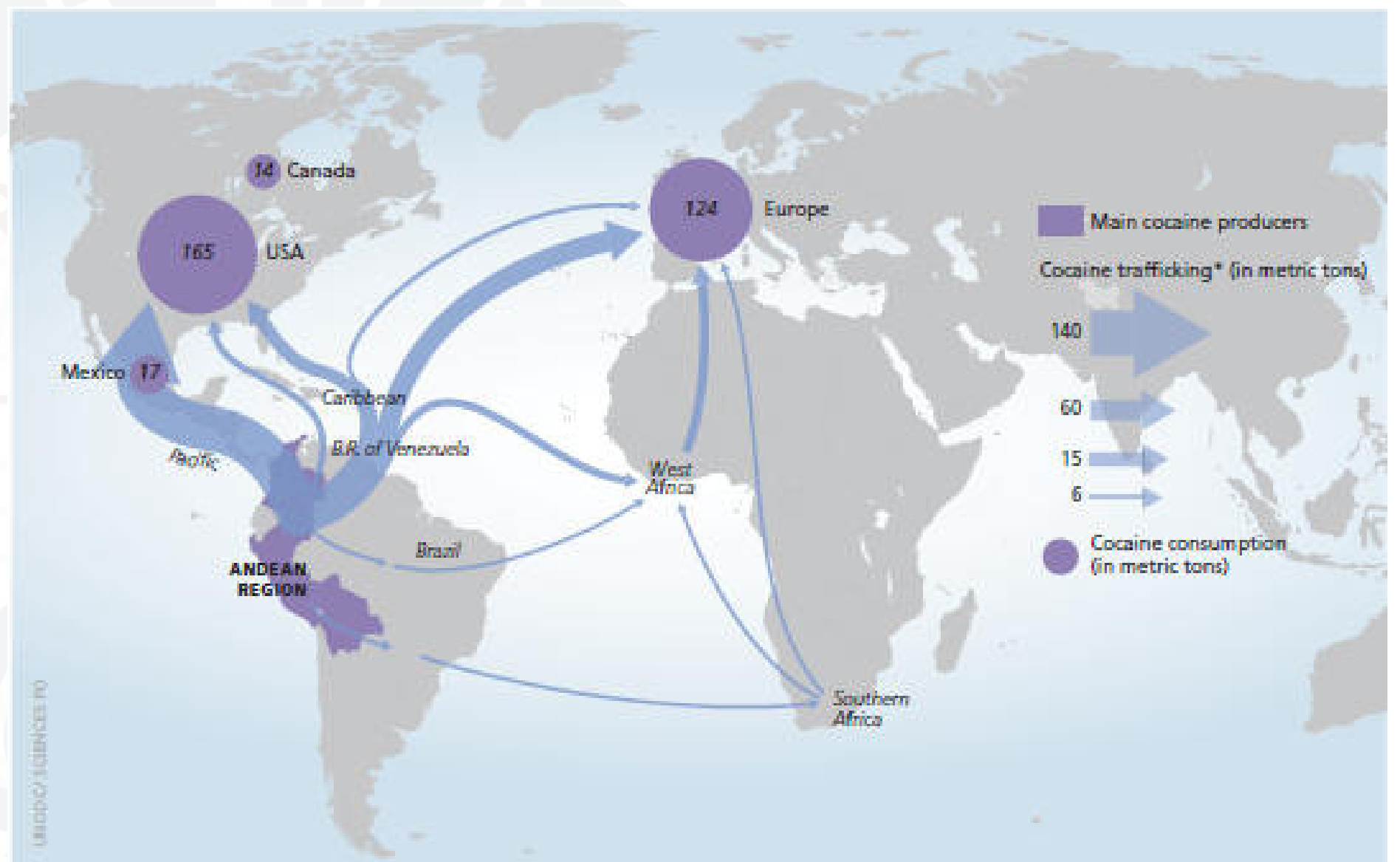
Depuis plusieurs années, le pays fait face à l'expansion du narcotrafic et à la recrudescence de la violence des gangs.

Aujourd'hui, l'État a perdu le contrôle sur la situation et traverse une crise sans précédent.

CONTEXTE HISTORIQUE ET SOCIOPOLITIQUE

L'Équateur est situé entre les deux plus grands producteurs de cocaïne au monde : la Colombie et le Pérou. À partir de des années 1990, il sert de plaque tournante pour l'exportation de la drogue vers les États-Unis et l'Europe. Le pays présente deux atouts majeurs qui ont longtemps bénéficié aux réseaux de narcotrafiquants. Tout d'abord, l'Équateur est situé à l'extrême ouest du continent, offrant un accès privilégié aux routes maritimes, permettant d'exporter la drogue vers les États-Unis et l'Europe. Les principales destinations sont la Belgique, la France et l'Espagne. Les réseaux de trafic bénéficient de l'aide des mafias calabraise et albanaise.

L'emplacement du pays est également avantageux pour l'acheminement de la drogue vers l'Amérique centrale. En plus de sa place stratégique bénéficiant aux narcotrafiquants, l'Équateur utilise le dollar américain depuis 2000. Cette caractéristique économique est également favorable aux narcotrafiquants, facilitant les transactions et le blanchiment d'argent.



Principaux flux de cocaïne en 2008, rapport mondial sur les drogues, ONUDC, 2010

La montée en puissance de ces gangs est une des conséquences de la signature des accords de paix de 2016 en Colombie. Ces accords visaient à démilitariser Les Forces armées révolutionnaires de Colombie, qui vivaient du narcotrafic, et les réintégrer à la société. Même si une partie a accepté de renoncer à cette activité, certains ont refusé de s'y plier et ont cherché de nouvelles voies pour exporter la drogue. L'Équateur est donc devenu un hub de passage de la cocaïne et les dissidents colombiens ont noué des liens solides avec les cartels équatoriens.

Pourtant, malgré ces circonstances, le pays était épargné par la violence. Aujourd'hui, il fait partie des pays les plus dangereux d'Amérique latine. En 2023, l'Équateur a enregistré 7800 morts, se plaçant donc loin devant la Colombie et le Mexique. On estime que les homicides ont augmenté de 800% entre 2018 et 2023. Pourtant, la situation a été contenue, en partie grâce à un fort investissement de l'État jusqu'en 2017 dans les domaines de la sécurité, de l'éducation, de la santé, et de la justice. Depuis 2017 et la réduction de ses investissements, on observe une augmentation de la violence, et également une augmentation du nombre de gangs dans le pays.

L'ÉQUATEUR, UN PAYS GANGRÉNÉ PAR LA VIOLENCE ET LE NARCOTRAFFIC

L'Équateur compte 3 gangs principaux : *Los Choneros*, *Los Lobos* et *Los Tiguerones*. Aujourd'hui considéré comme « l'ennemi public n°1 en Équateur », le groupe narcotrafiquant *Los Choneros* est un des plus puissants du pays. Originaire de la province de Manabi, le groupe tire son nom de la ville de Chone, dans l'Ouest du pays. Formé dans les années 1990, il compterait près de 8000 membres et a établi des liens avec des organisations criminelles colombiennes et mexicaines, dont le Cartel de *Sinaloa*. Il s'est radicalisé et devenu de plus en plus violent à partir des années 2010.

Les tensions entre les différents gangs ont débuté avec l'assassinat de Jorge Luis Zambrano, chef de *Los Choneros*, en 2020. D'autres organisations comme *Los Lobos* ou *Los Tiguerones* fonctionnaient alors comme des sous-groupes de *Los Choneros* et ont décidé de prendre leur indépendance. Ils sont alors devenus les principaux adversaires de *Los Choneros*, formant *La Nueva Generación*

Ces groupes cherchent à étendre leur pouvoir et à contrôler le trafic de drogue et les principaux axes commerciaux utilisés. Même si ces trois groupes sont les plus importants et les plus puissants, le gouvernement équatorien dénombre près de 22 groupes affiliés au narcotrafic. La montée en puissance de ces gangs a entraîné une propagation de la violence dans la société équatorienne et y a instauré un climat de peur.



Des dizaines de personnes ont été arrêtées dimanche en Equateur lors d'une tentative d'assaut dans un hôpital, nouvel épisode de violences dans ce pays secoué par la guerre avec les gangs, le jour où les pays andins, réunis en sommet au Pérou voisin, ont défini un dispositif d'entraide pour lutter contre le crime organisé, IMAZ PRESS

L'INFILTRATION DU NARCOTRAFIC AU SEIN DE L'ÉTAT

La situation en Équateur s'est détériorée au fil des ans, conduisant l'État à perdre progressivement le contrôle. La violence a gagné toutes les sphères de la société et s'est insérée dans le système carcéral, devenu un centre de pouvoir des chefs de gangs. Les différents groupes sont représentés dans ces prisons et des conflits entre eux prennent place. Entre 2020 et 2024, on estime que cette situation a provoqué la mort de 500 détenus. L'arrivée au pouvoir en 2017 de Lenín Moreno a été un tournant majeur dans la politique sécuritaire du pays. Ce dernier a mis en place des mesures d'austérité menant à une augmentation significative de la criminalité. Il a instauré des coupures dans le budget alloué à la sécurité, plusieurs ministères tels que le ministère de l'Intérieur ou encore celui de la justice ont fermé leurs portes, réduisant leur efficacité opérationnelle. Cette réduction des budgets a également conduit à un affaiblissement général des forces de l'ordre, laissant un vide que les groupes criminels ont exploité, tandis que la population carcérale augmentait. De plus, la pandémie de Covid-19 a eu des répercussions dramatiques sur le pays et son économie en aggravant les inégalités sociales et la pauvreté.

Guillermo Lasso, qui a succédé à Lenín Moreno, a pris des mesures plus fermes face à la criminalité en commençant par l'augmentation du budget alloué à la sécurité. Il a également déclaré à plusieurs reprises l'état d'urgence. Son accession au pouvoir fera l'objet de nombreuses protestations. Le président actuel Daniel Noboa est arrivé au pouvoir en novembre 2023, suite à la démission de l'ancien président Guillermo Lasso. Ce dernier, accusé de corruption, a invoqué une disposition constitutionnelle spéciale: "la muerte cruzada", lui permettant de dissoudre l'assemblée et de convoquer des élections anticipées. Daniel Noboa a été élu en vue de terminer le mandat inachevé de Guillermo Lasso. Il fait de la lutte contre le narcotrafic son objectif principal. Alors que les élections présidentielles de 2025 approchent, il est en pleine campagne, cherchant activement à mobiliser les électeurs.



En Équateur, les hommes politiques sont souvent soumis aux menaces des gangs. Deux options s'offrent à eux : soit ils choisissent de s'y plier et collaborent avec les narcotrafiquants, ou ils refusent et mettent leur vie en danger. Il en est de même pour les forces de l'ordre ou encore le personnel carcéral. Cette corruption est essentielle au bon fonctionnement du trafic : les membres des gangs peuvent exercer leur activité. Les alliances avec des hommes politiques locaux, tels que des maires, leurs permettent de contrôler certains points stratégiques comme des ports.

Actuellement, l'Équateur fait face à un effondrement de la société publique : l'année 2022 fut la plus meurtrière de son histoire, les institutions sont corrompues, la population est effrayée, et le pays se trouve dans une situation de fragilité économique et sociale.

RÉCENTE ESCALADE DES TENSIONS

Le début de l'année 2024 a marqué l'enlisement de la situation. Le 7 janvier, Adolfo Macias, alias « Fito », chef de *Los Choneros*, s'évade de la prison de Guyaquil, le jour de son transfert vers une prison de haute-sécurité. Les faits sont relayés le lendemain par les autorités, qui déposent des accusations contre deux gardiens de prison. Un rapport de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) de 2022 soulignait que le chef de gang bénéficiait en prison d'un « traitement différencié et préférentiel » de la part des autorités. Le lendemain, le président Daniel Noboa déclare l'état d'urgence, y compris dans les prisons, autorisant l'armée à intervenir. De nombreuses mutineries éclatent : des gardiens sont enlevés, des attentats sont perpétrés. Un couvre-feu est alors instauré entre 23 heures et 5 heures.



L'ÉQUATEUR, UN PAYS GANGRÉNÉ PAR LA VIOLENCE ET LE NARCOTRAFIC

L'État d'urgence est déclaré sur l'ensemble du territoire jusqu'à la capture de Fito. Des enlèvements, des explosions de voitures piégées, des attaques contre la presse se produisent. Le 9 janvier, le chef de Los Lobos, Fabricio Colón Pico, s'évade de la prison de Chimborazo. Les prisons sont des centres de concentration de la violence : les chefs de gangs y sont protégés de leurs adversaires et se disputent leur contrôle. Daniel Noboa décrète alors un « conflit armé interne » contre 22 groupes criminels, désormais qualifiés de groupes terroristes. Le même jour, des hommes armés de Los Choneros entrent dans le studio de TC Televisión en plein direct et prennent en otage des journalistes qui seront libérés plus tard par les forces de l'ordre.

Un nombre croissant d'actes de violence est commis par les gangs, qui cherchent à démontrer leur puissance pour intimider les forces de sécurité et instaurer la peur au sein de la population. Au 10 janvier, au moins 11 personnes avaient été tuées et 329 avaient été arrêtées depuis la déclaration de l'état d'urgence. Le 17 janvier, le procureur César Suarez est assassiné à Guayaquil. Il était chargé de l'enquête sur la prise d'otage du plateau de télévision. En réaction à cet événement, la procureure générale Diana Salazar a déclaré dans une vidéo postée sur X : « En réponse au meurtre de notre collègue César Suarez (...), je serai catégorique : les groupes du crime organisé, les criminels et les terroristes n'arrêteront pas notre engagement envers la société équatorienne ».



L'ÉQUATEUR, UN PAYS GANGRÉNÉ PAR LA VIOLENCE ET LE NARCOTRAFIC

Tourmenté par cette crise sécuritaire, l'Équateur traverse également à l'époque une crise énergétique et diplomatique. En effet, Daniel Noboa a demandé la capture de l'ancien vice-président de Rafael Correa, Jorge Glas. Une ambassade mexicaine a donc été prise d'assaut par le Raid, ce qui a valu à l'Équateur un procès à la Cour internationale de justice. Le 21 avril, la population équatorienne est convoquée aux urnes afin de se prononcer par référendum sur la politique menée par Daniel Noboa. Les 11 questions portent principalement sur les mesures sécuritaires appliquées dans le pays. La présidente du Conseil national électoral (CNE), Diana Atamaint, a annoncé qu'une large majorité des électeurs s'était prononcée en faveur de l'extradition des citoyens équatoriens impliqués dans le crime organisé, une mesure redoutée par les narcotrafiquants. Le « oui » a recueilli 65 % des voix, contre 35 % pour le « non », selon le CNE lors d'une conférence de presse. Les Équatoriens se sont prononcés en faveur de 9 questions sur les 11 qui leur étaient posées. Ce résultat est une victoire pour le président Noboa, en perspective des élections de 2025.



L'état d'urgence est déclaré une nouvelle fois en mai dans 7 des 24 provinces du pays : Guyas, El Oro, Santa Elena, Anabí, Los Ríos, les provinces amazoniennes de Sucumbíos et Orellana, et le canton de Camilo Ponce Enríquez. Selon le décret, ces zones sont touchées par « une augmentation de la violence systématique perpétrée par des groupes violents organisés, des organisations terroristes et des acteurs non étatiques ». Le 2 juillet, un nouvel état d'urgence est déclaré dans 6 provinces.

Le schéma s'est une nouvelle fois produit au début du mois d'octobre. Le 3 octobre, Daniel Noboa a instauré un état d'urgence à Quito, qui jusque-là, avait été épargnée par ces mesures exceptionnelles qui s'appliquent également dans 6 provinces.

RÉACTIONS GOUVERNEMENTALES ET INTERNATIONALES

En réponse à la situation critique en Équateur, certains pays et organisations régionales ont proposé leur aide, entre autres, la Communauté Andine des Nations s'est réunie pour tenter de trouver une solution régionale. Cependant, la réponse doit être globale et durable.



L'Équateur n'a pas les moyens de prendre en charge le problème avec le déploiement nécessaire. Le pays est touché par des difficultés économiques importantes, spécifiquement à la suite de la crise du Covid-19. La politique menée par le président Daniel Noboa est considérée comme copiée sur celle mise en place au Salvador par le président Bukele, aussi appelée « méthode Bukele ». Ce dernier affirme avoir rendu le Salvador comme le pays le plus sûr de la région en faisant la guerre aux narcotrafiquants. Il y a encore 10 ans, le Salvador était considéré comme « la capitale mondiale du crime ». Malgré tout controversée, la méthode du président salvadorien, est aujourd'hui présentée comme « le miracle Bukele » dans certains pays d'Amérique latine.

Le plan « Fénix », annoncé fin 2023 et lancé par Daniel Noboa, vise à réduire la violence et lutter contre la criminalité dans le pays. En plus du déploiement de l'armée dans les rues, ce plan prévoit de nombreuses mesures, dont l'amélioration du système judiciaire et la création d'un service de renseignement national. De nouvelles prisons seront créées, conçues sur le même modèle que les prisons de haute-sécurité au Mexique et au Salvador. La construction de ces établissements a débuté dans la province de Pastaza et à Santa Elena, elle devrait prendre entre 10 et 11 mois.

L'ÉQUATEUR, UN PAYS GANGRÉNÉ PAR LA VIOLENCE ET LE NARCOTRAFIC

À partir de 2007, Rafael Correa avait décidé de mettre fin à la coopération avec les États-Unis, chose à laquelle le président actuel Daniel Noboa a remédié en ratifiant un nouvel accord militaire. La déclaration d'un conflit armé non international lui a permis de mettre en place une économie d'orientation néolibérale, faisant peser la majorité du financement des mesures appliquées sur la population. Le soutien américain n'est pas seulement financier, il est également militaire. Certains chercheurs dénoncent les dérives autoritaires de cette méthode. Au Salvador, le président Bukele aurait créé un espace où il est impossible de s'opposer à lui ou de le questionner. Il est devenu une figure très populaire au Salvador mais la méthode qu'il emploie est dénigrée et considérée comme étant répressive. Ce modèle, qui inclut l'instauration de l'état d'urgence, des arrestations massives – avec près de 80 000 personnes emprisonnées pour appartenance à des gangs –, la militarisation des rues et la suspension de plusieurs libertés individuelles, a inspiré le terme de « bukélisation » de la politique, créé par Daniel Zovatto, ancien directeur régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes à l'Institut international pour la Démocratie et l'Assistance électorale.



CONCLUSION: QUELLES PERSPECTIVES D'AVENIR POUR L'ÉQUATEUR?

Christophe Ventura, directeur de recherche à l'IRIS et spécialiste de l'Amérique latine, explique dans l'émission *Sens public* que les politiques appliquées par certains gouvernements en Amérique latine sont des solutions temporaires et non durables. L'exemple de Nayib Bukele au Salvador, avec des milliers de personnes emprisonnées sans motif légitime, démontre que ces mesures risquent de dériver vers des abus de pouvoir. Tant que les causes qui mènent à cette situation ne sont pas solutionnées, le problème sera toujours repoussé sans être éradiqué, il en deviendra même plus important.

La société équatorienne est fragile : les inégalités sociales, la pauvreté, le manque d'opportunités pour la jeunesse contribuent au développement et à l'enracinement de la criminalité. Les organisations criminelles prospèrent dans des sociétés où l'État échoue à remplir son rôle social, puisqu'elles apportent une forme de solidarité et de protection.

Dans le contexte équatorien, alors que le pays entame une phase répressive, une attente de rétablissement de l'autorité étatique se fait sentir.



SOURCES

- « Présentation de l'Équateur », France Diplomatie
- « Guillermo Lasso », Wikipédia
- « Comment l'Équateur est descendu aux enfers », Maurice Lemoine, Le Monde diplomatique, décembre 2023
- « Équateur : comprendre la vague violence », Le Grand Continent, Carolina Andrade Quevedo, Pablo Velasco Oña, 12/01/2024
- « Équateur : « qu'est-ce que le gang « Los Choneros », sanctionné par les États-Unis ? » Emmanuelle Ndoudi, La Croix, 08/02/2024
- « À la frontière entre la Colombie et l'Équateur, deux dissidences des FARC s'affrontent », Emilien Pérez, Courrier International, 21/11/2022
- « Équateur : sous la menace d'une destitution, le président Lasso dissout le Parlement », Le Monde, 18/05/2023
- « Équateur : l'homme d'affaires Daniel Noboa élu président », Le Monde, 16/10/2023
- « Daniel Noboa », Wikipédia
- Vidéo « Équateur : en proie au narcotrafic », Arte reportage, 20/11/2023
- Vidéo « Équateur : comment le narcotrafic a pris le pouvoir ? » Public Sénat, 01/02/2024
- « Équateur : une plongée rapide dans le chaos criminel », IRIS, 12/01/2024
- Vidéo « Comment les narcos sèment la terreur dans le pays », BRUT, 13/01/2024
- « En Équateur, le procureur enquêtant sur la prise d'otages sur un plateau télévisé a été assassiné », France 24, 18/01/2024
- En Équateur, un référendum dans la tourmente, la Croix, 21/04/2024
- « Référendum : en Équateur, le président salue un triomphe pour lutter contre la criminalité », France 24, 22/04/2024
- « Violences en Équateur : les autorités déclarent l'état d'urgence dans sept des vingt-quatre provinces », Le Monde, 23/05/2024
- « Quito en état d'urgence : l'Équateur débordé par la violence des gangs », Courrier international, 4/10/2024
- « Équateur : le nouveau président Daniel Noboa déstabilisé par la révolte des prisons », Elliott Nail, La Croix, 09/01/2024
- « Entretien avec Andrés Chiriboga : la crise sécuritaire en équateur », Les Jeunes IHEDN, 05/04/2024
- « Government promises to build two prisons and deliver scrap metal to the US in exchange for weapons », EcuadorTimes, 23/12/2023
- Podcast « Salvador : la méthode Bukele pour lutter contre les gangs pourrait bien assurer sa réélection », Olivia Poujade, Radio France, 01/02/2024
- « L'Amérique latine menacée par la « bukélisation », la nouvelle dérive autoritaire répressive venant du Salvador », Romain Ferrier, Le nouvel Obs, 11/03/2024
- « L'Équateur, hub majeur de la cocaïne : défis et perspectives », Lucie Laplace, HAL open science, 4/07/2024
- « Noboa ratifie la construction de deux nouvelles prisons en Équateur », Agence d'information Latino-américaine , 17/10/2024



SUIVEZ DEF'INSEEC SUR

